

Exercices d'entraînement

EXERCICE N°1 :

Répondez aux questions de cours suivantes :

1. Qu'est-ce que *faire* un résumé ?
2. Quels sont les deux principes généraux d'un résumé ?
3. Qu'est-ce qu'un *texte* ?
4. Définissez ce que sont le *cotexte* et le *contexte* ? Et définissez les lieux dans lesquels ils se situent ?
5. A quoi le *cotexte* vous sert-il ?

EXERCICE N°2 :

Répondez aux questions suivantes sur l'illustration n°1 ci-dessous :

1. Rappelez en quelques mots à quoi renvoie le *cotexte* suivant.
2. Quelles sont les connaissances préalables que vous devez actualiser ?
3. Essayez de trouver dans le texte quelles sont les phrases qui confirment ou réfutent ce que vous pouvez dire du *contexte*.
4. Dans le texte, essayez de trouver quelles sont les phrases qui renvoient aux sous-titres.
5. Commencez à remplir le tableau suivant :

Tableau-directeur :

type de texte	titre	sous-titre	structure et idées					
			parties du texte	sous-parties	idées principales	idées secondaires	exemples et chiffres	

Illustration n°1 :



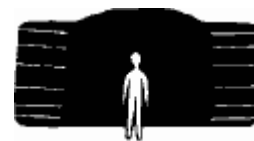
DOSSIER / RAPPORT DE MISSION

CHINE 11 juin 2001



**Comité de soutien
au peuple tibétain**

**" AU NOM DES DROITS DE L'HOMME,
NON A LA CANDIDATURE DE PEKIN
AUX J.O EN 2008 "**



Solidarité Chine

Reporters sans frontières, Solidarité Chine et le Comité de soutien au peuple tibétain, « Au nom des droits de l'homme, non à la candidature de Pékin aux J.O en 2008 », mémoire soumis au Comité international olympique, Paris, 11 juin 2001.

*"Devait-on accorder les Jeux olympiques de 1936 à l'Allemagne nazie ? Non
Doit-on accorder les Jeux olympiques de 2008 à la Chine communiste ? Non, non et non"*

Wei Jingsheng, dissident chinois emprisonné de mars 1979 à novembre 1997

Le 13 juillet 2001, vous allez décider de l'attribution des Jeux olympiques d'été de 2008. Parmi les villes en compétition, on retrouve la capitale de la République populaire de Chine, Pékin. Selon les premières évaluations, le dossier de Pékin serait l'un des mieux placés face à ses concurrents Istanbul, Toronto, Osaka et Paris. Votre vote est, bien entendu, souverain et doit reposer sur des critères techniques de faisabilité. Pourtant, il nous semble indispensable de prendre en compte une série de critères éthiques dans cette importante décision. Les droits de l'homme et l'esprit de justice se trouvent en effet au centre de l'olympisme que vous représentez.

A travers ce dossier, Reporters sans frontières, Solidarité Chine et le Comité de soutien au peuple tibétain souhaitent attirer votre attention sur la situation des droits de l'homme mais également sur le contexte socio-politique de la Chine d'aujourd'hui. Au regard de tous ces éléments, nous pensons qu'il est inacceptable, voire dangereux, d'accorder à Pékin l'organisation des Jeux olympiques d'été de 2008.

Pékin 2008, un pari risqué

Depuis maintenant vingt ans, la Chine est en pleine mutation. Le Parti communiste sous l'égide de Deng Xiaoping puis de Jiang Zemin a engagé le pays dans une réforme brutale vers l'économie de marché et l'intégration dans l'économie mondiale. Cette "révolution" a permis à une minorité de Chinois d'améliorer leur situation économique et de pouvoir décider plus librement de leur futur.

Cette transformation a eu d'autres conséquences qui font de **la Chine un pays à la fois répressif et instable**. Des dizaines de millions de Chinois ont été chassés de leur travail et des millions de paysans ont fui leurs campagnes appauvries vers les grandes villes, notamment Pékin. Depuis maintenant quelques années, **les révoltes ouvrières et les jacqueries** se sont multipliées. A Pékin, des centaines de milliers de chômeurs et de paysans tentent de survivre, exclus des fruits de la croissance économique. Les inégalités se creusent et les autorités sont bien incapables d'assurer un minimum de subsistance à ces dizaines de millions de défavorisés. Les experts chinois qui dénoncent les risques d'explosion sociale sont systématiquement censurés. Ainsi, l'économiste He Qinglian est interdite de publication depuis plus d'un an pour avoir écrit des articles sur les échecs de la politique économique gouvernementale.

Droits de l'homme : un palmarès accablant

Les Chinois restent privés de leurs libertés individuelles. Pas de liberté d'association en dehors du Parti communiste. Pas de liberté d'expression hors des médias contrôlés par l'Etat. Pas de liberté de mouvement sans les accords officiels pour changer de province ou sortir du pays. Pas de liberté religieuse puisque les croyants doivent se rassembler dans les Eglises officielles et les religieux (évêques, lamas, moines, imams, etc.) non soumis au pouvoir sont pourchassés.

Tome 2 : Exercice d'entraînement aux différentes épreuves écrites

Nous souhaitons porter à votre connaissance des chiffres qui illustrent la situation des droits de l'homme en Chine :

1. Au moins **quatre cent quatre-vingts condamnés à mort ont été exécutés** au cours des trois dernières semaines d'avril, d'une balle dans la tête ou par injection létale. La campagne "Frapper fort" 2001, censée lutter contre la criminalité, pourrait coûter la vie à plus de quatre mille personnes, comme cela avait été le cas en 1996.

2. Entre janvier 1998 et mai 2000, **plus de six cents dissidents démocrates ont été arrêtés par la police**, le plus souvent accusés de "subversion". Parmi eux, vingt leaders du Parti démocratique de Chine, non reconnu par les autorités, ont été punis par des peines allant de cinq à huit ans de détention.

3. Au moins **huit cyberdissidents sont emprisonnés** dans le pays. L'un d'entre eux, Qi Yanchen, a été condamné à quatre ans de prison pour avoir envoyé par e-mail des extraits d'un livre consacré aux problèmes socio-économiques de la Chine. Les autorités ont également censuré plus de trente sites Internet et forums de discussion au cours des deux dernières années.

4. Depuis l'interdiction du mouvement spirituel Falungong en octobre 1999, **plus de quatre-vingt-dix adeptes sont morts dans des commissariats ou des centres de détention**. Dans certains cas, des policiers avaient introduit des matraques électriques dans les parties génitales de femmes adeptes de Falungong. Par ailleurs, au moins six cents adeptes de ce mouvement ont été placés dans des institutions psychiatriques. Ces mesures concernent également des militants prodémocrates.

5. Au Tibet, les soldats détruisent les lieux de culte bouddhistes. En 2000, au moins cent cinquante moines et nones sont emprisonnés et huit cent soixante autres ont été expulsés de leurs temples. La répression touche toutes les religions. En août 2000, la police a interpellé cent trente pratiquants, dont trois missionnaires nord-américaines, de l'Eglise Fangcheng. Plus de quatre-vingts d'entre eux ont été envoyés dans des camps de rééducation. Au 1er mai 2001, sept évêques de l'Eglise catholique, illégale, sont emprisonnés. Au Xinjiang, des imams ont été arrêtés pour avoir refusé de se soumettre aux autorités. Enfin, plus de cinquante mille pratiquants de Falungong ont été arrêtés depuis l'interdiction du mouvement.

6. Selon l'aveu même des autorités, **deux cent soixante mille personnes sont actuellement détenues dans des camps de rééducation par le travail**. 60 % d'entre elles le sont pour avoir "menacé l'ordre public"

7. Plus de deux millions de Chinois sont victimes des mesures de rapatriement interne qui concernent les populations les plus vulnérables et notamment les travailleurs migrants. A la veille des Jeux olympiques, on prévoit une campagne de "nettoyage social" de Pékin qui pourrait toucher des dizaines de milliers de personnes. Après avoir été arrêtés par la police, ces "indésirables" seront détenus dans des "camps de transit" puis dans des "camps de détention et reconduite", avant d'être libérés suite au paiement d'une caution. Et les enfants représentent, selon les autorités, 20 % des cas de "détention et reconduite".

8. Au cours des dernières années **les organisations internationales de défense des droits de l'homme ont recensé des centaines de cas d'abus policiers**. Racket, menaces et tortures sont des pratiques courantes au sein des services de sécurité chinois. En juillet 1999, une femme originaire d'une région rurale est contrôlée à un poste de police près de Canton. Elle s'est fait voler sa valise et ne dispose pas de ses papiers d'identité. Elle est immédiatement arrêtée et conduite dans un centre de détention psychiatrique où elle est violée collectivement par une dizaine de policiers. Bien que le cas ait été rapporté par certains journaux, seuls trois policiers ont dû démissionner... Par ailleurs, dans un rapport publié en février 2001, Amnesty International a montré que la torture se pratiquait à tous les niveaux de l'Etat, sans que les autorités n'agissent réellement pour l'éradiquer.

Comme vous pouvez le constater, la répression n'a jamais cessé depuis le massacre de la place Tianenman de 1989. Cet événement, qui avait bouleversé l'opinion publique chinoise et internationale, n'a jamais été reconnu par les autorités. Celles-ci nient la mort de plus d'un millier d'étudiants et d'ouvriers pacifistes sur les principales artères de Pékin. Comble du cynisme, les organisateurs de Pékin 2008 ont proposé d'organiser l'épreuve de beach-volley sur cette place.

Même si chaque année la Chine se vante d'éviter une condamnation par la Commission des droits de l'homme des Nations unies, les représentants des Nations unies et notamment Mary Robinson, la haut-

Tome 2 : Exercice d'entraînement aux différentes épreuves écrites

commissaire aux droits de l'homme, ont mis en cause les autorités chinoises dans la violation systématique et massive des droits de l'homme

La Chine en 2008 : une dictature nationaliste et agressive

Depuis quelques mois, Hu Jintao est pressenti pour remplacer Jiang Zemin à la présidence de la République. Hu Jintao est connu pour ses prises de position nationalistes et n'a pas hésité à lancer des menaces belliqueuses contre Taïwan et ceux qui aident l'île démocratique. Comme nous avons pu le constater au cours de la récente crise de l'avion espion américain, les autorités chinoises, relayées par une presse de propagande, ont développé une campagne patriotique agressive et très anti-occidentale. On peut craindre que dans les prochaines années, ces tensions s'accroissent et ne fassent de la Chine une dictature nationaliste. Les Jeux olympiques seraient alors une bonne opportunité pour le Parti communiste d'embrigader la population dans une idéologie agressive.

Les Jeux olympiques serviront également de caution aux régimes dictatoriaux amis de la Chine tels que le Viêt-nam, la Corée du Nord, Cuba ou la Birmanie.

Des Jeux olympiques sans liberté d'information

Reporters sans frontières a maintes fois dénoncé le fait que les autorités chinoises privent la population d'une information pluraliste. Les centaines de millions de personnes qui souhaitent suivre la grande fête des Jeux olympiques risquent d'être privées de certains aspects de la compétition. En effet, le travail des journalistes ne sera pas aisé dans un pays où la police est constamment sur leurs traces, où des autorisations doivent être obtenues pour se déplacer et où de nombreux Chinois craignent encore de parler aux étrangers de peur d'être arrêtés par la police.

Au moins treize journalistes chinois sont actuellement derrière les barreaux en Chine, notamment dans les prisons de Pékin. La plupart d'entre eux le sont pour avoir dénoncé le manque de liberté et la corruption. Par ailleurs, des dizaines de journalistes étrangers sont interpellés chaque année en Chine pour ne pas avoir suivi les consignes des autorités. Ces interpellations et menaces risquent de créer des tensions insurmontables entre les milliers de journalistes étrangers et les organisateurs, ce qui devrait ternir la fête des Jeux olympiques.

Internet sous contrôle

La circulation de l'information sur Internet est également très surveillée. Au cours des six derniers mois, au moins cinq cyberdissidents chinois ont été arrêtés. Ils sont accusés d'avoir violé la loi sur le contenu des informations diffusées sur Internet, adoptée en 2000, et qui permet de condamner à de lourdes peines de prison toute personne qui a diffusé par e-mail ou sur un site des informations jugées "subversives". Cette loi peut, bien entendu, s'appliquer aux sportifs, spectateurs, organisateurs et journalistes venus assister aux Jeux. Dans une dizaine de provinces chinoises, des unités de police spécialisées dans la traque des "internauts subversifs" ont été constituées.

Enfin, les autorités de Pékin surveillent de très près les cybercafés de la ville. Des descentes de police ont régulièrement lieu. En avril 2001, la municipalité de Pékin a même interdit l'ouverture de nouveaux lieux d'accès à Internet. Ces décisions répressives pourraient avoir de lourdes conséquences sur la capacité des organisateurs chinois à répondre à la demande de connexion des spectateurs des Jeux.

La corruption : un fléau aux conséquences dramatiques

Dans une étude publiée en 2000, l'organisation de lutte contre la corruption, Transparency International, avait accordé une note de 3,1 sur 10 à la Chine pour le degré de résistance des autorités à la corruption. Celle-ci touche tous les niveaux de l'administration et de la société. Des hauts responsables de l'Etat ont été mis en cause dans des affaires de corruption portant sur des milliards d'euros. Cette corruption est très forte quand il s'agit de travaux publics d'envergure. Ainsi, la construction du barrage des Trois Gorges sur le fleuve Yangtsé (centre du pays) a permis à des dirigeants de détourner des fonds alloués aux travaux publics et à la réinstallation des populations déplacées. La construction des équipements des Jeux de Pékin sera sans aucun doute entachée de tels scandales. Au-delà du fait que les travaux prendront du retard et que le coût sera supérieur au projet,

Tome 2 : Exercice d'entraînement aux différentes épreuves écrites

cette corruption pourrait avoir des conséquences dramatiques pour les Jeux. Des entreprises lésées, des travailleurs floués ou des mafias abusées pourraient se venger des organisateurs et s'attaquer aux infrastructures des Jeux. Récemment, une série d'attentats dans la ville de Shijiazhuang (cent kilomètres au sud de Pékin) a fait plus de deux cents morts. Dans cette affaire que les autorités ont tenté d'étouffer, l'hypothèse la plus plausible est celle d'un règlement de comptes entre la mafia et les autorités locales en conflit suite à une affaire de corruption.

Colonisation et répression au Xinjiang et au Tibet

Au Xinjiang (nord ouest de la Chine), des dizaines de séparatistes sont exécutés chaque année et les millions de musulmans sont empêchés de pratiquer librement leur religion. Selon des informations récentes, des milliers d'Ouïgours accusés de séparatisme sont détenus par la police. Les groupes armés se radicalisent et malgré la répression, ils intensifient leurs actions et sont tout à fait capables de porter le terrorisme au cœur de Pékin. En effet, des dizaines d'Ouïgours ont récemment été formés dans les camps islamistes en Afghanistan et en Ouzbékistan.

Au Tibet, depuis maintenant quarante ans, l'occupation chinoise a provoqué la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes, la destruction de la grande majorité des temples bouddhistes du pays et l'arrestation de milliers de moines et de militants de la cause tibétaine. Occupation militaire, ségrégation et répression religieuse sont les maîtres mots de la politique chinoise au Tibet. Les Tibétains et leurs soutiens occidentaux ne manqueront pas de rappeler, pendant les Jeux, le sort qui leur est réservé.

Intolérance religieuse contre Falungong

Si la répression contre le mouvement spirituel Falungong est maintenue par les autorités à un tel niveau de violence jusqu'en 2008, les adeptes n'hésiteront pas à manifester lors des Jeux olympiques, comme ils le font depuis maintenant trois ans. Au début de cette année, trois de leurs membres se sont immolés sur la place Tiananmen. Ce type d'incidents ne pourra que se multiplier dès l'arrivée de la presse internationale et des spectateurs à Pékin. Et les autorités se sont montrées incapables de maîtriser ce mouvement de plusieurs millions d'adeptes.

D'autres groupes sociaux, ethniques, religieux ou politiques profiteront de l'afflux de journalistes pour attirer l'attention sur leur situation et leurs revendications. En effet, les médias étant contrôlés par l'Etat et les manifestations interdites, ces groupes n'ont pas l'occasion d'être entendus par l'opinion publique internationale.

Travail forcé et mouvements ouvriers

Dans les camps de travail, connus sous le nom de "laogai", des dizaines de milliers de détenus, notamment des prisonniers politiques, travaillent sous la contrainte. Ils produisent des biens qui sont ensuite vendus sur le marché chinois ou à des multinationales. Certaines marques d'articles de sport ont déjà été accusées d'avoir recours à ces travailleurs forcés. Ainsi, des ballons de football de la marque Adidas étaient fabriqués par des prisonniers de Shanghai avant la Coupe du monde de football de 1998, sans aucune rétribution. Le risque est grand de voir des produits dérivés des Jeux olympiques être fabriqués par des travailleurs non payés. L'association entre "esclavage moderne" et Jeux olympiques pourrait nuire à l'image de l'olympisme.

De manière plus générale, les droits des travailleurs sont très mal protégés et les syndicats indépendants sont interdits. Les travailleurs sont donc dans l'incapacité de se plaindre des conditions de travail, et des révoltes incontrôlées éclatent régulièrement. Par ailleurs, des centaines d'ouvriers sont en prison pour avoir tenté de créer des syndicats libres.

Manifestations violentes, actes de sabotage et prises d'otage de la part d'ouvriers mécontents sont maintenant courants en Chine. Les autorités sont bien incapables de mettre fin à cette contestation ouvrière.

Pékin 2008, une candidature contraire à l'esprit olympique

Les sympathisants de la candidature de Pékin affirment que les Jeux olympiques vont permettre à la Chine de s'ouvrir au monde. Mais c'est déjà chose faite. Des dizaines de milliers d'étrangers travaillent en Chine et visitent le pays chaque année. Des centaines de milliers de Chinois sortent de leur pays

Tome 2 : Exercice d'entraînement aux différentes épreuves écrites

pour étudier, faire du tourisme ou des affaires. La Chine va très prochainement être intégrée à l'Organisation mondiale du commerce et des milliers d'entreprises internationales sont déjà installées sur son sol.

Le problème n'est pas l'ouverture mais la persistance d'une dictature. Et les Jeux olympiques ne feront que renforcer **ce régime sans aucune légitimité démocratique.**

Les mêmes partisans de Pékin rappellent l'exemple de la Corée du Sud où la démocratie s'est imposée quelque temps après l'organisation des Jeux olympiques. Mais la transition démocratique était déjà inscrite dans la Constitution du pays tandis que la dictature du Parti communiste chinois est écrite en lettres d'or dans la Constitution chinoise. Par ailleurs, les autorités sud-coréennes n'étaient pas tentées de faire des Jeux olympiques une grande démonstration nationaliste et agressive. Alors que le régime de Pékin aura tout intérêt à faire des Jeux olympiques pour en faire une grande parade nationaliste.

Si les Jeux de 2008 sont accordés à Pékin, certains pays sensibles au respect des droits de l'homme pourraient les boycotter. Il s'agirait d'un véritable camouflet pour le mouvement olympique. Les autorités chinoises affirment que la population soutient la candidature de Pékin. Difficile à vérifier dans un pays où les sondages sont peu fiables. En revanche, des Pékinois, notamment du centre historique et des quartiers de migrants, ont exprimé publiquement leurs craintes de se voir délogés en masse si les Jeux ont lieu à Pékin.

Ne nous laissons pas manipuler par les autorités chinoises qui vont sans aucun doute libérer quelques dissidents avant le 13 juillet. On peut s'attendre à deux ou trois libérations bien orchestrées alors qu'au même moment, plus discrètement, les tribunaux condamnent à de lourdes peines de prison. En Chine, ceux qui interviennent auprès du Comité international olympique pour attirer son attention sur la situation des droits de l'homme sont d'ailleurs arrêtés. Ainsi, Shan Chengfeng, épouse d'un dissident emprisonné, a été condamnée à deux ans de "rééducation par le travail" pour avoir osé écrire une lettre ouverte au CIO demandant la libération des prisonniers de conscience...

Il y a assez de pays démocratiques dans le monde pour éviter d'accorder à l'une des dernières et des plus violentes dictatures du monde le privilège d'organiser la plus prestigieuse fête du sport.

Avec Reporters sans frontières, Solidarité Chine et le Comité de soutien au peuple tibétain, des dizaines de sportifs, d'intellectuels et d'artistes européens ont déjà signé un texte demandant aux 123 membres du Comité international olympique de ne pas cautionner le régime de Pékin en lui accordant des Jeux olympiques qui doivent uniquement célébrer la fraternité et la joie du sport.

Nous espérons que leurs voix seront entendues.

EXERCICE N°3 :

Répondez aux questions de cours suivantes :

1. Quelle est votre « liste de questions » ?
2. Qu'est-ce que l'on appelle la « lecture synthétique » ?
3. A quoi sert-elle ?
4. Qu'est-ce qu'un « schéma thématique » ?
5. Comment procéder ? Et que sont les *mots clefs*, *organismes logiques* et *spatio-temporels* ?

EXERCICE N°4 :

Répondez aux questions suivantes sur l'illustration n°2 ci-dessous :

1. De quoi s'agit-il ?
2. Quel est le problème posé ? Ou : Que veut dire l'auteur ?
3. Quelles sont les idées maîtresses ?